Ce que CIGPA pense des élections américaines

Date de publication, 11 mai 2016

Faute de moyens et de compétences nécessaires, nous ne sommes malheureusement pas en mesure de fournir à nos adhérents et sympathisants un rapport académique sur le déroulement actuel de la campagne électorale américaine, sur ses enjeux locaux et mondiaux, et surtout, sur son issue finale. Autrement dit un rapport analytique et prospectif.

CIGPA mai 2016

WWW.CIGPA.ORG

Centre International de Géopolitique et de Prospective Analytique
366 Ter Rue de Vaugirard 75015 Paris

Mais nous suivons et observons ces élections avec le plus grand intérêt et attention parce qu'elles auront forcément des conséquences politiques, géopolitiques et économiques sur l'Europe, sur l'Afrique et, bien évidemment sur le monde arabe, ces deux derniers ensembles géopolitiques relevant de l'intérêt autant que des compétences de CIGPA.

Nous suivons et lisons également ce qui se dit sur certaines chaines de télévisions françaises, et ce qui s'écrit dans la presse écrite, et nous sommes effarés et même révolté par la subjectivité des uns et le parti-pris des autres. Idem pour certains think tank et certains instituts de sondage. Médias, télévisions, think tank et instituts de sondage conjecturent inlassablement une victoire certaine de la candidate Démocrate Hillary Clinton contre le candidat Républicain Donald Trump.

Si cela se limitait à des conjectures ou à des projections, il n'y aurait aucun mal à cela. On peut avoir raison dans son pronostic comme l'on peut se tromper. Mais ces instances dites académiques et organismes de presse dits objectifs, vont plus loin : ils désinforment, dénigrent un candidat, encensent un autre, stigmatisent l'un en faveur de l'autre. Ce faisant, ils s'écartent de leurs vocations, trahissent leur déontologie (pour les médias) et leur neutralité axiologique (pour les think tank).

Les conséquences d'un tel égarement peuvent être dommageables pour les Etats, pour les gouvernants, pour les gouvernés, pour les acteurs sociologiques, pour les protagonistes économiques, pour les institutions financières, pour les organismes onusiens, pour les chancelleries, pour les intellectuels…Dommageables, car elles peuvent induire en erreur tout ce bon monde convaincu, persuadé, assuré que la prochaine Présidente des Etats-Unis d'Amérique sera Madame Hillary Clinton. Il est évident qu'à partir de fausses prémisses on arrive obligatoirement à de fausses conclusions. Et cela vaut aussi bien en philosophie qu'en mathématique ou en politique.

Faute donc de livrer à nos adhérents un rapport sérieux sur ces élections américaines, nous nous contenterons ici de donner succinctement notre point de vue sur le programme électoral de Donald Trump en comparaison ave celui de Madame Hillary Clinton. Nous reproduisons aussi trois articles repris sur Atlantico, l'un des rares sites d'information –avec Russia Today- à traiter ces élections américaines avec objectivité et neutralité. Le premier article est une analyse « scientifique » d'Alan Lichtman, professeur d'histoire à l'Américain University et connu pour ses prédictions politiques depuis trente ans. Le second est une réponse cinglante d'Eric Verhaeghe, diplômé de l'ENA et fondateur du cabinet Parménide, à dix mensonges médiatiques sur Donald Trump. Le troisième est une interview croisée du géopoliticien Alexandre Del Valle et du journaliste André Bercoff, qui met en exergue les différences entre les deux candidats à la présidence américaine.

Notre point de vue :

Pour aller droit à l'essentiel, on ne vous assure pas que le candidat Donald Trump va gagner ses élections, on vous annonce simplement et franchement que nous souhaitons ardemment une telle victoire. En voici les raisons de notre point de vue d'arabe et d'africain.

Madame Hillary Clinton est la candidate du changement politicien dans la continuité obamienne. Il ne faut donc pas trop s'attarder sur ce qu'elle promet de faire dans l'avenir mais sur ce que son patron et principal mentor a fait dans le passé. Or qu'a-t-il fait en huit ans ?

Pour le monde arabe, rien de bon, que du mal. Si son prédécesseur George W.Bush a détruit par son Hard Power un pays, l'Irak ; Barack Obama, par son Soft Power en a détruit cinq : la Tunisie, la Libye, la Syrie, le Yémen et l'Egypte, qui a fort heureusement réussi à redresser la barre grâce au Président Abdel-Fattah al-Sissi et au peuple égyptien. A posteriori, la politique du Président néoconservateur (George W. Bush) était manifestement moins dévastatrice pour le monde arabe que celle du Président « progressiste » (Barack Hussein Obama) dont le seul « succès » a été l'élimination au Pakistan du chef d'Al-

Qaïda, Oussama ben Laden, en mai 2011. Obama avait pourtant construit tout son discours et argumentaire électoral sur la critique de la guerre contre l'Irak (2003), sur le rapatriement de tous les militaires Américains dans cette région, sur la fermeture de Guantanamo, sur la lutte contre le terrorisme islamiste…

Documents et témoignages à l'appui, nous savons tous aujourd'hui que le fameux « printemps arabe » n'était qu'un « hiver islamo-atlantiste », pour reprendre cette expression à notre Président Mezri Haddad, dans son livre « La face cachée de la révolution tunisienne. Islamisme et Occident : une alliance à haut risque », édité en France et en Tunisie dès septembre 2011. Nous savons aussi qu'avec sa fondation Open Society et ses différentes ramifications, et sous couvert de servir la cause des droits de l'homme dans le monde, le milliardaire Georges Soros a joué un rôle déterminant dans la provocation et la prolifération de ce « printemps » dit arabe.

Quel bilan peut-on dresser de ce « printemps arabe » auquel CIGPA vient de consacrer son premier colloque international à la Sorbonne ? Le monde arabo-musulman connait depuis 2011 des mutations multiples et profondes qui ont eu des conséquences politiques, sécuritaires, économiques et sociales importantes, ayant induit l'instabilité, l'amplification du terrorisme, la multiplication des organisations extrémistes, l'accroissement des actions violentes qui se sont étendues ces dernières années aux quatre coins du monde.

La Tunisie, qu'on présente comme le pays ayant le mieux réussi son « printemps », connaît une crise économique sans précédent. Le chômage est passé de 200 000 à près de 820 000. Avec les Frères musulmans qui détiennent la réalité du pouvoir, la corruption est en nette progression et l'insécurité aussi. En Libye voisine, il n'y a plus d'Etat, mais des phalanges les unes plus intégristes que les autres, qui se partagent les produits du pétrole et de la prébende. Daech s'y est implantée, constituant un péril pour la Tunisie, l'Algérie, l'Egypte et l'ensemble du Sud Sahara, déjà infecté par les Shebab, Boko-Haram et Al-Qaïda. En Syrie, plus de la moitié des territoires sont sous le contrôle de l'Etat dit islamique et d'Al-Nosra, une ramification d'Al-Qaïda.

Grace au soutien russe, le gouvernement syrien résiste, mais pour combien de temps encore d'autant plus que l'internationale islamo-terroriste qui le combat est soutenue par les Etats-Unis et leurs alliés européens.

L'Europe en général et la France en particulier n'ont pas échappé aux séquelles de ce « printemps arabe » dans le sens où elles ont été la cible d'attaques terroristes et qu'elles ont du faire face à une vague migratoire inédite dans l'histoire contemporaine, sans parler des citoyens européens qui, par le mixage de leur culture leucémique et l'incubateur internet, se sont radicalisés en rejoignant les organisations terroristes qui opèrent dans les zones de tensions (Syrie, Irak, Libye), ce qui a révélé l'existence de cellules terroristes locales, implantées au cœur même de l'Europe et prêtes à agir au moindre signal de Daech.

Au nom de son messianisme démocratique et par le pacte qu'il a scellé avec les Frères musulmans, Obama a ainsi déstabilisé le Maghreb et le Proche-Orient, a renforcé la puissance iranienne dans la région, a causé la mort de milliers de musulmans et de chrétiens en Irak et en Syrie, a ouvert la boite de Pandore du terrorisme islamiste partout dans le monde, a provoqué une vague migratoire sans précédent… Son bilan chaotique reflète le projet programmatique de sa coéquipière, Madame Hillary Clinton. Si elle est élue, elle continuera la même politique que son prédécesseur, et au pire, elle portera jusqu'à son paroxysme cette politique interventionniste et résolument pro-islamiste.

Pour l'Afrique, rien ou presque. De part ses ses origines, il aurait pu pourtant faire beaucoup plus, sur le plan économique, politique, stratégique et diplomatique. Dès son élection, il avait pourtant promis un « nouveau départ » entre les continents américain et africain. Son élection à la tête des Etats-Unis avait suscité l'euphorie partout en Afrique.

Le 6 novembre à Nairobi, la capitale du Kenya, ils étaient des milliers à célébrer l'élection du premier président afro-américain de l'histoire des Etats-Unis. Le président kényan Mwai Kibaki avait alors déclaré : « Votre victoire est une inspiration pour des millions de personnes à travers le monde mais elle a une

résonance particulière ici », en décrétant dans la foulée le jeudi 6 novembre 2008, jour férié. Ce sera l'Obama Day.

Il faut rappeler ici que dans sa jeunesse, Barack Hussein Obama avait voyagé au Kenya à deux reprises, à la découverte du pays de son père. Dans son son livre « Les Rêves de mon père » (éd. Presses de la cité, 2008) tout y est : la question raciale aux Etats-Unis, le télescopage des identités et le sentiment de révolte devant les injustices, la souffrance de l'Afrique…En lisant ce livre, certains ont déduit qu'Obama serait le grand Messie de l'Afrique. Ils vite désenchanté !

Après son célèbre discours du Caire, le 4 juin 2009, son premier voyage en Afrique a été une escale de vingt-quatre heures au Ghana. C'était en juillet 2009 et il avait alors déclaré devant le Parlement : « Je ne vois pas les pays et les peuples d'Afrique comme des mondes lointains. Je vois l'Afrique comme partie fondamentale de notre monde interconnecté, comme un partenaire de l'Amérique dans la perspective du monde que nous voulons pour nos enfants ». Après cette envolée lyrique, il ne s'est rien passé. Il aurait fallu plus de trois ans pour que la Maison Blanche publie enfin une stratégie des Etats-Unis vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne. Celle-ci reposait sur quatre axes d'une parfaite banalité : développement, processus de paix, démocratie, santé.

Durant les quatre premières années de sa présidence, Obama avait complètement disparu des radars africains. Une disparition d'autant plus déroutante que son prédécesseur à la Maison Blanche avait laissé une marque visible sur le continent. George W. Bush avait, en effet, initié en 2003 la mise en place d'un gigantesque plan de financement de lutte contre le VIH-sida, qui avait permis de mettre trois millions de personnes sous antirétroviraux. 15 milliards de dollars ont été investis dans la lutte contre le virus du Sida. Il avait également poursuivi l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), un système ouvrant sans contrepartie le marché américain à une liste de marchandises en provenance de pays africains. L'aide américaine en Afrique subsaharienne a triplé entre 2000 et 2007.

Barack Hussein Obama a essayé mais il n'a pas fait aussi bien que George W.Bush. « Certains Démocrates le reconnaissent », observait Anthony Karanja, correspondant aux Etats-Unis du quotidien kényan The Daily Nation. Son initiative « Power Africa » pour fournir de l'électricité plus propre à plus de 60 millions de foyers et d'entreprises en Afrique, comme le Young African Leaders Initiative, (Yali), un programme qui combine séminaires dans des universités américaines et réseautage, comme son plan Feed The Future, initiative lancée en 2010 en faveur de la sécurité alimentaire de 3,5 milliards de dollars « axée sur de nouvelles méthodes et technologies agricoles », sont restées lettre morte.

Si tel est le bilan de « l'enfant prodige de l'Afrique », celui de Hillary Clinton Présidente risque d'être encore plus leucémique. C'est que pour la candidate Démocrate, obsédée par la Russie et accessoirement par la Syrie, l'Afrique est son dernier souci.

Conclusion :

N'en déplaise à ses détracteurs, le candidat Donald Trump pourrait ouvrir des perspectives prometteuses et réussir là où Barack Hussein Obama a échoué. C'est la raison pour laquelle CIGPA souhaite sa victoire sur la candidate Démocrate. Contrairement aux « spécialistes » et aux instituts de sondages, nous pensons qu'une telle victoire n'est pas utopique mais tout à fait possible eu égard à son discours patriotique et non pas « populiste », comme certains le répètent inlassablement. Eu égard aussi au désenchantement du peuple américain de l'establishment qui le gouverne depuis Bill Clinton et qui a conduit à la paupérisation de plusieurs millions d'Américains, ainsi qu'à l'affaiblissement internationale de la première puissance mondiale.

Donald Trump promet de s'occuper moins de la misère du monde que de la misère de ses propres concitoyens, desservis par une mondialisation effrénée qui ne profite qu'aux puissances émergentes, et envahis par une immigration sans contrôle et sans limite. Tiendra t-il ses promesses en cas de victoire sur la candidate de la mondialisation, du cosmopolitisme, de l'interventionnisme et de l'islamisme « modéré » ? Toute la question est là !

Les articles d'Atlantico :

Etats-Unis : l'analyste qui ne s'est jamais trompé prédit la victoire de Donald Trump

Atlantico, le 29 octobre 2016

Voilà 30 ans que le professeur américain Alan Lichtman annonce les victoires des élections présidentielles américaines. Il en est sûr : Donald Trump sera le prochain vainqueur.

Depuis plusieurs semaines, l'élection américaine semble pliée : les dernières allégations sur le comportement sexiste de Donald Trump ont coupé le candidat de son parti tandis que les sondages s'annoncent sous les meilleurs auspices pour Hillary Clinton. Un homme continue de croire en la victoire de Donald Trump. Il n'est pas encarté chez les Républicains mais peut se targuer de taper juste, depuis 30 ans, dans ses prédictions.

Professeur d'histoire à l'American University, Alan Lichtman réduit la victoire à la présidentielle à 13 facteurs "vrai ou faux." Si 6 de ces facteurs sont "faux", le candidat du parti en place rate le coche.

"Un réponse favorable à chacune de ces questions favorise toujours la réélection du parti en place" explique-t-il au Washington Post. Depuis 1984, son analyse a fait ses preuves aux Etats-Unis. Voici ces affirmations:

1 - Après les élections de mi-mandat, le parti en place tient plus de sièges à la Chambre des représentants qu'auparavant

2 - Il n'y a pas de lutte serrée pour la nomination du candidat du parti en place

3 - Le candidat du parti en place est l'actuel président

4 - Il n'y a pas de troisième candidat important

5 - L'économie n'est pas en récession pendant la campagne

6 - La croissance économique réelle par habitant pendant la durée du mandat est égale ou supérieure à la croissance moyenne au cours des deux mandats précédents

7 - L'administration en place a effectué des changements majeurs dans la politique nationale

8 - Il n'y a pas de troubles sociaux soutenus pendant la durée du mandat

9 - Le pouvoir en place est visé par le scandale majeur

10 - Le gouvernement sortant ne souffre pas de défaillance majeure dans le domaine des affaires étrangères ou militaires

11 - L'administration en place a réalisé un bon bilan dans le domaine des affaires étrangères ou militaires

12 - Le candidat du parti au pouvoir est charismatique ou un héros national

13 - Le candidat du parti d'opposition n'est pas charismatique ni un héros national

En septembre, Alan Lichtman estimait que 5 de ces affirmations étaient "fausses" : 1,3,7,11,12. Restait donc un facteur pour que le vote bascule, selon lui. "Ce sixième point, c'est l'émergence d'un troisième candidat" affirme-t-il désormais au Washington Post. Le candidat libertarian Greg Johnson vise effectivement 5% des votes ou plus. Et les scandales sexuels autour de Donald Trump "ne vont changer le fond de l'élection" assure l'historien, puisque les scandales n'ont d'impact, si on en croit sa théorie, que s'ils concernent le pouvoir en place.

Mais Alan Lichtman prévient que cela peut encore changer. "Il faut 6 facteurs pour que le parti en place perde l'élection et ils en sont exactement à 6. Un des facteurs peut encore bouger." Si Greg Johnson s'effondre dans la dernière ligne droite, avantage à Clinton. Une autre raison de se méfier des statistiques : "Donald Trump lui-même" affirme le professeur rappelant l'impulsivité et la versatilité du candidat.

Lien source :

http://www.atlantico.fr/pepites/etats-unis-analyste-qui-ne-est-jamais-trompe-predit-victoire-donald-trump-2865851.html

Donald Trump Président : les 10 contresens (voire erreurs totales) que vous avez entendus partout sur son élection

Atlantico, le 10 novembre 2016

Alors que Donald Trump vient d'être élu président des États-Unis en battant sa rivale Hillary Clinton, voici dix poncifs que vous avez sûrement déjà entendus à ce sujet (avec évidemment de quoi y répondre).

1) "C'est un monde qui s'effondre, c'est vertigineux"

Je retiens surtout l'idée de l'effondrement, qui me paraît révélatrice. Pour beaucoup d'observateurs, et spécialement pour ceux de l'élite française, l'élection de Trump est une sidération. Ce n'est pas le monde en général qui s'effondre. C'est leur monde ! Celui de leurs certitudes, de leurs préjugés, de leurs convictions acquises ils ne savent plus très bien comment. Cette phrase me semble illustrer une sorte d'apocalypse : le monde des élites françaises est fait d'illusions. Et soudain, la réalité les rattrape.

2) "C'est surtout la défaite de Hillary Clinton, empêtrée dans le scandale des emails"

En réalité, Trump a attiré sur lui un vote d'adhésion. Comme tous les leaders charismatiques, c'est sa personnalité qui a fait la différence, et sa capacité à insuffler une dynamique, un espoir. Face au côté strict, pincé, d'Hillary Clinton, Trump a mis de l'épaisseur humaine. Imaginer que l'affaire des e-mails ait pu faire oublier la présence du bonhomme Trump sur scène est évidemment une illusion. D'autant plus que son propre parti a cherché à l'abattre : il est devenu une sorte de super-héros capable de surmonter ces attaques.

3) "Les "bas instincts" des Américains (racisme, agressions...) risquent d'être libérés"

Cette idée est divertissante, parce qu'elle rejoint la représentation d'un Trump vulgaire, populiste, élu par les petites gens. L'idée mérite d'être creusée, car on voit bien qu'elle repose sur le principe, en creux, selon lequel ce n'est pas parce qu'on est en démocratie que tout le monde doit pouvoir être élu. Il y a en France une nostalgie pour le suffrage censitaire : ne devraient participer au jeu démocratique que les gens capables de le faire, c'est-à-dire les gens bien nés.

4) "On peut craindre le pire pour la situation au Moyen-Orient"

L'affirmation est paradoxale. L'un des premiers actes de gouvernement de Trump consistera sans doute à organiser des pourparlers pour mettre un terme au conflit en Syrie. Pour le Moyen-Orient, l'élection de Trump est donc plutôt une bonne nouvelle. On peut imaginer qu'elle se traduira par un retour assez rapide à la paix qui existait avant 2011. Pour le reste, il est encore trop tôt pour se prononcer.

5) "Il n'a pas l'expérience nécessaire"

Ce sujet est bien connu en France avec la prise de pouvoir par François Hollande. Nous avons pu tester et vérifier les difficultés de ce cas de figure. Mais, dans le cas de Trump, il peut se targuer d'une précieuse expérience que peu d'hommes politiques peuvent mettre en exergue : sa réussite dans les affaires. Trump a créé un empire et le gère. Ce n'est tout de même pas n'importe quelle responsabilité que de parvenir à ce niveau. De mon point de vue, cela vaut largement le passage par des mandats électifs nationaux.

6) "C'est le creusement des inégalités qui est à l'origine de sa victoire"

L'affirmation est contestable, dans la mesure où Trump n'est pas à proprement parler le candidat de la réduction des inégalités. Cette étiquette convenait mieux à Bernie Sanders, qui aurait probablement fait un meilleur candidat qu'Hillary Clinton. Bernie Sanders était dans la lutte contre l'injustice sociale. Il pouvait même se revendiquer d'une filiation marxiste. Chez Trump, on trouve quand même une filiation d'une autre nature. Sa volonté de baisser les impôts, notamment pour les plus hauts revenus, ne traduit pas exactement une victoire fondée sur un rejet de ces inégalités.

7) "C'est la faute des médias qui lui ont donné trop de place"

Jamais on n'a assisté pourtant à une campagne médiatique aussi haineuse vis-à-vis d'un candidat. Qu'il s'agisse des médias américains ou des médias européens, Trump n'a eu droit à aucun cadeau. La campagne anti-Trump s'est d'ailleurs faite sous la ceinture. Les médias n'ont pas argumenté, ils ont stigmatisé et cherché le bannissement. L'objectif était bien de discréditer le candidat sur le mode du "vulgaire", de l'incompétent, du simpliste, du démagogue. On connaît ça par coeur en France.

8) "Il va se lancer dans une guerre des changes et des tarifs douaniers"

Il y a là un malentendu intéressant. Tout le monde fait comme si nous vivions une période de libre-échange, et comme si les accords commerciaux multilatéraux le prouvaient. Or, non seulement le commerce mondial a connu des heures plus glorieuses qu'aujourd'hui il y a cent ans, mais nous ne connaissons qu'une situation partielle de libre-échange, notamment parce que nous importons des biens venus de Chine, mais que l'exportation en Chine est beaucoup plus complexe. Trump ne va donc pas combattre le libre-échange, mais changer les termes d'un système dont on mesure de plus en plus les limites.

9) "Ce vote est un vote racial, une "vengeance" des Blancs après huit ans d'Obama"

Voilà une très belle blague. Il suffit de regarder les images des mouvements de soutien à Trump pour comprendre que celui-ci n'est certainement pas le candidat des Blancs racistes, puisqu'il est soutenu par des membres de toutes les communautés aux Etats-Unis. Au demeurant, il est illusoire de croire que des non-Blancs soient en opposition frontale avec le discours de Trump. Pour beaucoup de communautés ethniques, la mondialisation telle qu'elle se produit, telle qu'elle se déploie, est une source de déstabilisation ou d'appauvrissement.

10) "Donald Trump, c'est l'équivalent du Front national"

On peut penser que l'appel au peuple contre les élites, largement propagé par Trump, le rattache au Front national. Reste qu'en France, le Front national est une synthèse de courants idéologiques très différents, dont on ne sait pas trop combien de temps elle tiendra. Ces courants idéologiques procèdent de la gauche, d'ailleurs, avec une étrange homonymie avec le Parti Communiste, autant que de la droite. Une Marion Maréchal-Le Pen rappelle tant les familles politiques qui ont fait Vichy ! Ces traditions-là sont absentes de la pensée fondamentalement libérale, voire libertarienne, de Trump, qu'on peut à la limite accuser d'être un parangon de libéralisme conservateur.

Lien source :

http://www.atlantico.fr/decryptage/donald-trump-president-10-contresens-voire-erreurs-totales-que-avez-entendus-partout-election-eric-verhaeghe-2875879.html

Biographie de l'auteur :

Éric Verhaeghe

Éric Verhaeghe est le fondateur du cabinet Parménide et président de Triapalio. Il est l'auteur de Faut-il quitter la France ? (Jacob-Duvernet, avril 2012). Son site : www.eric-verhaeghe.fr

Diplômé de l'Ena (promotion Copernic) et titulaire d'une maîtrise de philosophie et d'un Dea d'histoire à l'université Paris-I, il est né à Liège en 1968.

Et si jamais Trump gagnait la présidentielle américaine, quel impact pour la France et l'Europe ?

Atlantico, le 2 février 2016

Donald Trump s'est incliné cette nuit face à Ted Cruz dans la primaire républicaine de l'Iowa, premier Etat à voter dans la course à l'investiture. Pour autant, rien est encore joué.

Atlantico : Au vu des premiers résultats de la primaire américaine, posons l'hypothèse d'une victoire finale de Donald Trump aux élections présidentielles : quel impact aurait celle-ci sur la politique étrangère américaine vis à vis de la France et de l'Europe ?

Alexandre del Valle : La première remarque c'est que Donald Trump serait obligé de de se montrer plus raisonnable, de modérer un certain nombre des propos et des considérations qu'il développe depuis le début de sa campagne.

Il y a chez lui un génie du marketing et du buzz qui fait que, pour que sa campagne lui coûte le moins possible, il a mené une campagne provocatrice pour exister et être au centre des débats sans dépenser les sommes colossales que cela exige habituellement.

La deuxième remarque, c'est que même s'il fait du marketing, il est fondamentalement politiquement incorrect. Il pourrait donc trouver des affinités avec certains pays européens gouvernés par des personnalités sur une ligne politique se rapprochant de la sienne. Il pourrait ainsi opérer un rapprochement avec la Pologne par exemple, qui a une politique étrangère très atlantiste, et dont les dirigeants actuels sont sur une ligne politiquement incorrecte. C'est un pays stratégiquement important dans la région. Il pourrait également renforcer les relations avec un pays d'importance moindre comme la Hongrie, dirigée par Viktor Orban. Les dirigeants de ces deux pays sont un peu les « parias » de la Commission européenne qui leur reproche des dérives soi-disant contraires aux valeurs de l'Europe.

Il est probable qu'il serait également moins pro-Turc que ses prédécesseurs qui ont tous fait un lobbying extrêmement actif pour pousser les Européens à accepter cette candidature, alors qu'elle affaiblirait l'Europe.

Vis-à-vis de la France, il aurait certainement des critiques à émettre, mais il n'est pas certain qu'il soit en désaccord total avec ses positions. Les Etats-Unis et la France n'ont jamais eu intérêt à se brouiller. Paradoxalement, la France est plutôt pour un rapprochement avec la Russie et depuis le général de Gaulle, elle a toujours été considérée comme sceptique à l'égard des Etats-Unis, voire anti-américaine. Dans les faits, il en est tout autrement. De Gaulle n'a jamais rien fait contre l'Amérique dont il a toujours été solidaire. Je pense donc que Trump ne romprait pas avec l'amitié très ancienne et très forte avec la France. Il se rapprocherait également de l'Angleterre, qui, qu'elle demeure dans l'Union européenne ou qu'elle en sorte, restera toujours un pilier de la domination américaine dans le monde.

André Bercoff : Le slogan de Donald Trump "Make América great again" est très révélateur de son état d'esprit. Il veut reconstruire l'Amérique comme il conçoit ses tours, ses gratte-ciels et ne regardera que les préoccupations des Etats-Unis. Il aura à cœur de défendre les intérêts de son pays comme il a à cœur de défendre ceux de sa gigantesque entreprise. Sa politique envers l'Europe et la France ne sera donc imaginée qu'en fonction des intérêts des USA. Il mènera une real politique loin des sentiments ou des amitiés.

Comparée à la politique étrangère d'Obama, il se distinguera par deux aspects très nets :

- Donald Trump et Barack Obama ne manient pas l'art de la négociation de la même façon. Le premier n'abattra pas ses cartes en amont. Il n'annoncera jamais à l'avance ce qu'il a l'intention de faire sur la scène internationale.

- Les relations avec Poutine seront beaucoup plus pragmatiques. Avec Donald Trump, je crois que tout est possible.

Il s'est déclaré contre toute forme d'immigration – rappelez-vous qu'il aimerait construire un mur à la frontière mexicaine. Le candidat républicain est anti-clandestin et le sera autant pour l'Europe que pour l'Amérique. Nous pouvons envisager des rapprochements avec les pays prenant des décisions qui peuvent être cohérentes avec ses propres valeurs et par conséquent opposées à l'immigration. Il pourrait par exemple se rapprocher de la Hongrie et de la Pologne. D'ailleurs, nous pouvons nous interroger sur la position qu'il aurait tenue sur la Crimée.

Je ne suis pas certain qu'il aurait été en accord avec Obama.

En outre, Donald Trump met l'accent sur la puissance militaire. A travers ses discours, il accuse le fait que l'Amérique se soit dégradée dans tous les domaines, dont le militaire. Elle est aujourd'hui un pays de perdants et elle doit redevenir une nation de gagnants. Et sur ce point, il n'hésitera pas à construire l'armée la plus puissante pour ne pas avoir à s'en servir.

Atlantico- Si Donald Trump entrait à la Maison Blanche, quelles seraient les différences majeures entre la politique extérieure qu'il mènerait et celle qu'aurait menée Hillary Clinton à sa place ?

Alexandre del Valle : Je crois qu'Hillary Clinton est particulièrement passionnée par le thème de la guerre économique, de la politique étrangère, et qu'elle est foncièrement islamophile et

politiquement correcte à la différence de Trump, donc à l'opposé sur tous les plans. Elle apporte beaucoup d'importance à la question des exportations, de la place des Etats-Unis dans le Pacifique et en Asie, de la relance de l'industrie américaine etc. Par ailleurs, elle adhère à un camp qui est traditionnellement très interventionniste et très moraliste en matière de géopolitique et de relations internationales. Donald Trump pour sa part semble plus porté sur la realpolitik et une tendance isolationniste.

Ensuite, Hillary Clinton concentre sa diplomatie sur l'Asie dans le cadre de la guerre économique qui fait rage entre les Etats-Unis et la Chine. De son côté, Trump semble plus focalisé sur le danger de l'islamisme radial et de la stabilité au Moyen-Orient qui est une zone qu'il ne délaisserait pas s'il venait à être élu président des Etats-Unis même s'il n'est pas interventionniste. Il y a fort à parier qu'il mènerait avant tout une politique pragmatique qui le ferait notamment garder de bonnes relations avec les pays du Golfe dans l'optique du contrôle du nerf de la guerre qu'est le pétrole, et ce, malgré les visions très anti-islam qu'on lui prête.

André Bercoff : Hillary Clinton - comme Première Dame des Etats-Unis pendant huit ans et comme secrétaire d'état auprès d'Obama par la suite - connait les chefs d'Etat de la terre entière et les rapports de force qui s'exercent dans le monde. Je ne prétends pas que Donald Trump n'y connait rien. Néanmoins, sa carrière ne l'a pas emmené dans les mêmes milieux qu'Hillary Clinton. Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils seront aux antipodes l'un de l'autre en termes de politique étrangère. Donald Trump sera beaucoup plus pragmatique tandis qu'Hilary Clinton sera plus dépendante de ses relations qui pourront interférer dans ses décisions.

Atlantico- Indirectement, et au regard du positionnement actuel de Donald Trump vis-à-vis de la Russie, quelles seraient les conséquences d'un rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis pour l'Europe, et pour la France ?

Alexandre del Valle : Donald Trump a effectivement laissé penser qu'il était favorable à un rapprochement des Etats-Unis avec la Russie. Il n'est pas anti-Russe comme le fut McCain il y a quelques années, face à qui Obama paraissait être l'homme qui voulait tendre la main à la Russie (« Reset"). Dans cette élection, Donald Trump est celui qui a été le moins critique vis-à-vis de Poutine, et même parfois le plus élogieux.

Cela changerait beaucoup de choses pour l'Europe et l'Occident. Cela permettrait une construction européenne moins conflictuelle. En effet, ce qui divise actuellement les Européens c'est le fait qu'une partie d'entre eux est passionnément atlantiste et anti-russe, quand une autre est plutôt distante à l'égard des Etats-Unis et favorable à l'établissement de liens privilégiés avec la Russie. Cette fracture serait moins nette si le président des Etats-Unis était moins anti-russe.

Le bémol que l'on peut apporter à cette éventualité d'un rapprochement américano-russe, c'est qu'il n'est pas certain que les stratèges américains y voient un intérêt, au-delà des affinités du président des Etats-Unis. Par ailleurs, il est fort probable que si ce rapprochement avait lieu, il serait vite remis en question par le successeur de Donald Trump. Il s'agirait d'une sorte d'anomalie passagère dans la

stratégie américaine dont la vocation est par essence d'empêcher le géant russe et son partenaire chinois de contrôler le heartland, le cœur de l'Eurasie à contenir (« contain »)/endiguer.

André Bercoff : Le souci est que l'Europe ne s'exprime pas d'une seule voix. Elle est divisée. La question des migrants en est la preuve. Si l'Europe n'est pas forte, Donald Trump n'ira pas à son secours pour la défendre. Je ne crois pas qu'un rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis aura des conséquences majeures pour l'Europe. Donald Trump restera dans un rapport de force permanent.

Atlantico- Un tel changement politique, qui signerait la victoire du candidat "hors système" par excellence, pourrait-il influer sur la politique intérieure de la France et des autres pays européens ? Faut-il craindre une légitimation des populismes ou une réaction inverse ?

Alexandre del Valle : Je pense que si la première puissance du monde et leader de l'Occident venait à avoir à sa tête un populiste si politiquement incorrect – même si je suis convaincu qu'il sera obligé de se modérer – cela aurait pour effet de crédibiliser certains leaders populistes européens encore considérés comme des parias même quand ils ne sont pas issus de l'extrême-droite à la différence de Haider ou les Lepen. Ils pourraient s'appuyer sur l'élection de Donald Trump pour dire « vous voyez, non seulement nous sommes au pouvoir en Pologne, en Hongrie, en Autriche ou en Italie, mais la première puissance mondiale n'a elle-même pas hésité à mettre un populiste au pouvoir. » Et comme il est probable qu'il gouvernerait de manière bien plus raisonnable que la manière dont il a mené sa campagne afin d'attirer l'audimat à peu de frais, les populistes pourront arguer que leur arrivée au pouvoir n'est pas pour autant un danger pour l'humanité. Cela fait écho au message qu'a voulu faire passer Viktor Orban en communiquant récemment sur sa poignée de main avec son homologue indonésien musulman afin de montrer que le fait d'être le paria de l'Union européenne et d'être accusé de xénophobie ou d'islamophobie en raison de propos radicaux sur l'immigration ne signifie pas être en faveur du choc des civilisations ou dangereux et coupé du monde non-occidental.

Une fois au pouvoir, certains populistes se révèlent parfois bien plus raisonnables qu'ils ne semblent l'être quand ils sont en campagne et usent de slogans à l'emporte-pièce. L'exercice du pouvoir en lui-même impose de la modération. On peut aussi rappeler la peur que suscitèrent jadis deux leaders israéliens de droite (Likoud), Menahem Begin et Ariel Sharon, et qui, à peine arrivés au pouvoir, firent plus pour la paix ou la restitution de territoires que leurs rivaux de gauche réputés modérés et plus « tolérants » qu'eux.

On peut également comparer cet effet avec celui qu'a provoqué Nicolas Sarkozy en arrivant au pouvoir en 2007. La droite a beaucoup changé depuis son arrivée aux plus hautes instances de l'Etat. Même si ses critiques anciens fans déçus lui reprochent de n'avoir rien fait de ce qu'il promit, Il a - par ses prises de positions parfois populistes et décomplexées - considérablement « libéré » la parole et en réhabilitant certains thèmes qui n'étaient abordés auparavant que par les souverainistes les plus durs ou le FN et qui sont aujourd'hui totalement banalisés et même repris par François Hollande et Emmanuel Valls…

André Bercoff : Il y a une montée très nette du discours "hors système" et "anti-establishment" en Europe. Je pense qu'une victoire de Donald Trump pourrait inspirer la France. Le ras-le-bol des classes moyennes vis-à-vis des politiques et des médias est connu. Les systèmes de représentation classique sont rejetés, notamment en raison de l'influence croissante d'internet et des réseaux sociaux qui permettent de s'exprimer plus directement. Je ne serai pas étonné, qu'en France ou en Europe, une victoire de Trump accentue ce phénomène. Peut-on dire pour autant que le populisme va l'emporter ? Difficile de se prononcer. Il semble en tout cas que la classe politique actuelle est en pleine décomposition. L'Europe connait de plus en plus un processus d'ubérisation du politique. L'Amérique est la première puissance mondiale, il paraît dès lors évident qu'il y aura des conséquences, y compris dans l'éclosion d'un certain nombre de mouvements qui ne sont pas forcément ceux que nous connaissons déjà.

FIN

Biographie des auteurs :

Alexandre Del Valle

Alexandre del Valle est un géopolitologue et essayiste franco-italien. Ancien éditorialiste (France Soir, Il Liberal, etc.), il intervient pour le groupe Sup de Co La Rochelle et des institutions patronales et européennes, et est chercheur associé au Cpfa (Center of Foreign and Political Affairs). Il a publié plusieurs essais en France et en Italie sur la faiblesse des démocraties, les guerres balkaniques, l'islamisme, la Turquie, la persécution des chrétiens, la Syrie et le terrorisme.

Il est notamment l'auteur des livres Comprendre le chaos syrien (avec Randa Kassis, L'Artilleur, 2016), Pourquoi on tue des chrétiens dans le monde aujourd'hui ? : La nouvelle christianophobie (éditions Maxima), Le dilemme turc : Ou les vrais enjeux de la candidature d'Ankara (éditions des Syrtes) et Le complexe occidental, petit traité de déculpabilisation (éditions du Toucan). Son dernier ouvrage paraîtra le 26 octobre 2016 : Les vrais ennemis de l'Occident : du rejet de la Russie à l'islamisation de nos sociétés ouvertes (Editions du Toucan).

André Bercoff

André Bercoff est journaliste et écrivain. Il est notamment connu pour ses ouvrages publiés sous les pseudonymes Philippe de Commines et Caton.

Il est l'auteur de La chasse au Sarko (Rocher, 2011), Qui choisir (First editions, 2012), de Moi, Président (First editions, 2013) et dernièrement Bernard Tapie, Marine Le Pen, la France et moi : Chronique d'une implosion (First editions, 2014).

Lien source :

http://www.atlantico.fr/decryptage/et-jamais-trump-gagnait-presidentielle-americaine-quel-impact-pour-france-et-europe-2571961.html/page/0/2

CENTRE INTERNATIONAL DE GÉOPOLITIQUE ET DE PROSPECTIVE ANALYTIQUE

(CIGPA)

المركز الدولي للدراسات الجيوسياسية والاستشرافية

The International Center of Geopolitics and Foresight Analysis

cigpa
366 Ter Rue de Vaugirard 75015 Paris
TEL : 01 34 85 17 72
Email : **contact@cigpa.org**
Site Web : **www.cigpa.org**